COP28 UAE

french water partnership

fwp pfe

partenariat français pour l'eau

METTONS SANS ATTENDRE L'EAU DOUCE SUR LA TABLE DES NÉGOCIATIONS

L'APPEL DES MEMBRES DU PFE POUR LA COP28

RECONNECTONS SCIENCE ET POLITIQUE POUR MAINTENIR L'OBJECTIF DE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL À + 1,5°C CRÉDIBLE

Cessons de parler au temps futur. Le changement climatique est bien là. La hausse de la moyenne des températures au niveau global a déjà dépassé 1°C. La hausse moyenne a déjà dépassé 1,5°C pour de nombreuses régions du monde. D'ici la fin du siècle, les scénarios intermédiaires suggèrent une augmentation moyenne globale de 3°C, avec une amplitude possible allant de 2,3°C à 6,6°C selon les saisons et les régions.

Cette COP28 et ce premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris sont cruciaux : nous ne pouvons pas nous permettre un retard sur lequel il serait trop difficile de revenir. L'eau douce est le premier marqueur du changement climatique, mais en est également la première victime. La Conférence sur l'Eau des Nations Unies qui a eu lieu début 2023 a montré que la crise du cycle de l'eau était globale et devait être traitée dans une logique d'interdépendance avec d'autres grands défis : climat, biodiversité, sécurité alimentaire. De nombreuses régions doivent se préparer à un dépassement durable de l'objectif de 2°C et la possibilité de points de bascules pour l'eau douce pour des contextes particuliers mériterait d'être explorée.

Sans eau, pas de vie.

Alors, reconnectons les faits scientifiques aux salles de négociations et aux décisions politiques. Maintenons l'Accord de Paris en vie. Conservons l'optimisme pour les générations futures !

Cela passe notamment par un engagement fort sur l'abandon progressif des énergies fossiles et des subventions publiques qui les financent à l'échelle internationale !

LES 3 MESSAGES CLÉS DU PFE

1 *Reconnaître le rôle important de l'eau douce dans les politiques d'atténuation :*

→ **EVALUER les technologies permettant d'atténuer le changement climatique sur leur dépendance** à la disponibilité de la ressource en eau et à la santé des écosystèmes qui y sont associés ;

→ **INVESTIR dans la décarbonation** des services d'eau et d'assainissement pour réduire leur impact sur le climat.

2 *Renforcer les financements climat pour l'adaptation et mettre fin aux financements néfastes :*

→ **COMBLER l'écart** entre la finance de l'atténuation et celle de l'adaptation sans renoncer à nos ambitions. L'opérationnalisation du fonds sur les pertes et préjudices ne doit pas réduire les flux financiers de l'adaptation mais mobiliser de nouvelles ressources ;

→ **CIBLER les flux financiers** vers les régions et les communautés les plus vulnérables ;

→ **SUPPRIMER les financements néfastes** publics comme privés, en particulier ceux liés aux énergies fossiles.

3 *Sortir des « silos » sectoriels et reconnaître le rôle central de l'eau douce et des écosystèmes aquatiques pour l'action climatique dans l'ensemble des travaux de la CCNUCC :*

→ **METTRE l'eau douce et les écosystèmes aquatiques à l'ordre du jour des négociations officielles** et reconnaître leur importance pour l'humanité, au même titre que les forêts et les océans ;

→ **RECONNAÎTRE l'interdépendance entre les secteurs de l'eau et de l'énergie** dans la planification d'une transition énergétique juste ;

→ **INCLURE l'eau douce dans les discussions sur la résilience de l'agriculture** face au changement climatique et valoriser les liens entre eau, sols et sécurité alimentaire.

Le seul bilan qui puisse nous permettre collectivement de modifier notre trajectoire

1 BILAN MONDIAL : DERNIÈRE CHANCE POUR LE +1,5°C

Ce premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris est sans doute le plus important et celui qui fera date : outre la nouveauté de l'exercice, **c'est le seul bilan qui puisse nous permettre collectivement de modifier notre trajectoire et donc de garder notre objectif de réchauffement global à +1,5°C crédible**. Selon le GIEC, si nous ne prenons pas de mesures ambitieuses immédiatement pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, cet objectif ne sera plus qu'un souvenir d'ici 2030. Demain.

Il est important que **l'eau douce** (2,5% de l'eau sur terre dont 69% stockée sous forme de glace ou de neige, 30% dans les eaux souterraines et 1% en eaux de surface) **soit présente dans les discussions politiques liées à ce premier Bilan Mondial**, car elle a trop longtemps été négligée dans les discours sur l'atténuation du changement climatique. Or, nous savons désormais que les émissions des services d'eau et d'assainissement au niveau mondial sont conséquentes. Le PFE a recensé des exemples de solutions pour réduire cet impact dans une **récente publication.**

Ce Bilan Mondial va lancer un nouveau cycle de mise à jour des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) jusqu'à la COP30 en 2025. **Plus aucune CDN ne doit omettre l'eau douce.** Il faut notamment reconnaitre les liens et construire des plans d'actions sur le nexus eau et énergie dans les CDN. Cela permettra également au niveau national de décloisonner l'action sectorielle des administrations.

Enfin, les sols et les écosystèmes d'eau douce (notamment les zones humides) sont des puits de carbone qui sont en danger et en déclin, au même titre que nos forêts. Nous nous devons de les préserver et de les restaurer pour nous aider à réduire nos émissions nettes et bénéficier de tous les services environnementaux qu'ils rendent.

Près de 80% des parties à l'Accord de Paris désignent l'eau douce comme une priorité d'adaptation

2 OBJECTIF MONDIAL SUR L'ADAPTATION : PREPARONS-NOUS, CASSONS LES SILOS

La COP28 marque la fin du Programme de Travail de Glasgow-Charm-El-Cheikh sur l'Objectif Mondial sur l'Adaptation. Un Cadre sur cet objectif doit être finalisé lors des négociations à la COP28. L'Objectif Mondial sur l'Adaptation consacre une partie à l'eau et une autre aux écosystèmes aquatiques.

Selon les estimations, **près de 80% des parties à l'Accord de Paris désignent l'eau douce comme une priorité d'adaptation** dans leurs plans nationaux. Nous devons être à la hauteur de ces besoins.

Nous souhaitons **une ambition forte sur l'eau (dont les eaux souterraines, le plus souvent rendues invisibles) dans l'adaptation**, qui prenne en compte les interdépendances avec d'autres secteurs comme l'énergie, l'agriculture en lien avec la santé des sols et de la biodiversité. Dans cette logique de décloisonnement, **il est indispensable de se référer à l'Agenda 2030 et de viser les ODD.**

Le financement: un facteur clé de réussite

3 FINANCE CLIMAT

Au vu de la trajectoire sur laquelle nous nous trouvons (voir **le dernier rapport du PNUE sur l'adaptation** publié le 2 novembre 2023), il semble nécessaire de supprimer les financements néfastes et renforcer les financements sur l'adaptation et d'opérationnaliser les nouvelles dispositions, dont le fonds sur les pertes et préjudices décidé lors de la COP27. Dans ce cadre, la finance privée, ainsi que des mécanismes mixtes innovants ont un grand rôle à jouer. Organisons néanmoins un meilleur ciblage de ces financements vers les Etats et régions du monde les plus prioritaires, en dépit des conditions logistiques parfois plus difficile, avec la mise en place de mécanismes de suivi robustes et adaptés.

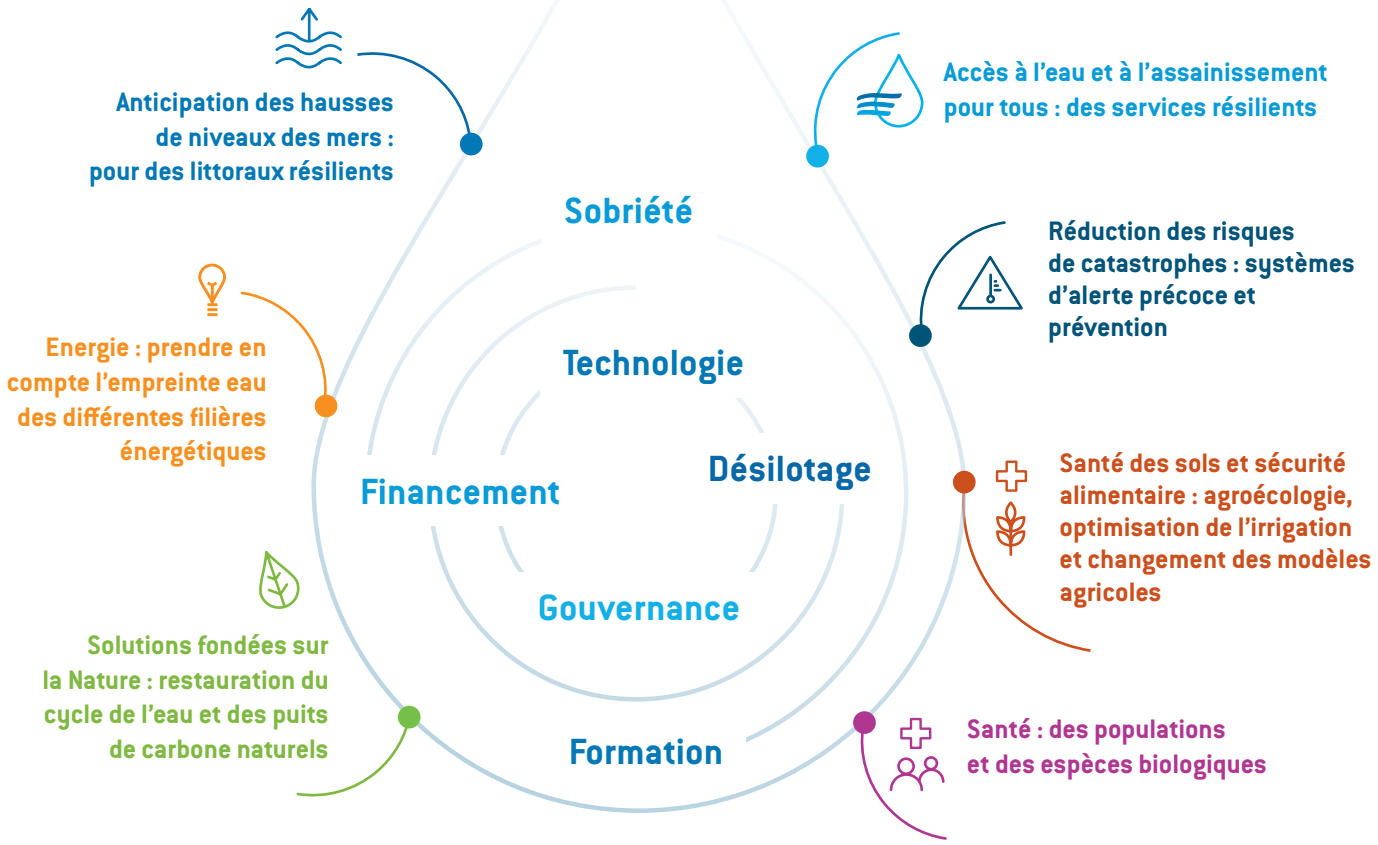
Diriger les financements climat vers l'eau douce nous semble utile et nécessaire, notamment pour :

- La résilience des services garantissant l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous (droit humain depuis 2010) ;
- La sécurité alimentaire des populations ;
- La réduction des risques de catastrophes naturelles dont la plupart se font ressentir par l'eau ;
- Les Solutions d'adaptation fondées sur la Nature (SfN) et l'agroécologie, qui, au-delà de la seule préservation de la ressource en eau, ont des bénéfices à la fois pour l'atténuation et l'adaptation.

De plus, les acteurs de l'eau ont besoin d'**outils de gouvernance innovants** pour pallier le fait que les projets qu'ils portent rencontrent parfois des difficultés à atteindre la taille critique adéquate pour mobiliser des fonds internationaux. Des efforts constants doivent être développés pour s'adapter dans le domaine de l'eau au contexte de chaque territoire et à ce titre **il est nécessaire d'améliorer les connaissances, le suivi des performances et la vision globale amont-aval** dans une logique de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

La coopération internationale est également un élément clé sur lequel les acteurs français de l'eau s'engagent depuis de nombreuses années. **Nous encourageons en particulier les autres pays développés à se doter de mécanismes de coopération décentralisée** à partir de la facture d'eau : les services d'eau et d'assainissement des autorités locales et des agences de l'eau françaises sont en effet autorisés par la loi à dédier 1% de leurs recettes sous forme de dons à des actions de solidarité internationale, intégrant la structuration des gouvernances.

LES ACTIONS À MENER DANS UNE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



PROGRAMME SUR L'EAU DOUCE DE LA PRÉSIDENCE ÉMIRIENNE DE LA COP28

Rappelons le besoin de **mieux reconnecter enseignements scientifiques et décisions des acteurs socio-politiques.** Nous saluons les initiatives proposées par la Présidence de cette COP28 qui affiche comme priorités de **protéger et restaurer les écosystèmes,** de **rendre la gestion de l'eau dans les villes plus résiliente** et de **promouvoir des systèmes résilients de sécurité alimentaire.** Il est plus que temps de passer des bonnes intentions aux actions.

COP28 UAE

Freshwater Challenge : Protéger et restaurer les écosystèmes aquatiques et humides.

→ Livrable : **300 000 km de cours d'eau et 350 millions d'hectares protégés et restaurés d'ici 2030.**

Urban Water Catalyst Initiative : Accélérer la résilience des services d'eau et d'assainissement urbains dans les pays en développement.

→ Livrable : **Création d'un groupe de travail dédié au sein de l'Agenda d'Adaptation de Charm el-Cheikh.**

Dialogue de haut-niveau sur **la résilience en eau des systèmes alimentaires**, en partenariat avec le Brésil.

→ Livrable : **Création d'un programme de travail dédié de deux ans.**

L'application gratuite **water4allsdgs.org** mise en ligne depuis mars 2022 par le PFE avec les organisateurs du Forum Mondial de l'Eau de Dakar facilite grandement les approches multi-sectorielles **en permettant d'évaluer les impacts positifs ou négatifs du volet Eau d'une politique ou d'un projet relatif au climat vis-à-vis des ODD et de leurs 169 cibles.**

LE PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU

+ 200 MEMBRES

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) est la plateforme des acteurs français de l'eau publics, privés et associatifs, actifs à l'international. Il porte depuis plus de 15 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques de développement durable et favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays. Il promeut avec ses différents membres (État et établissement publics, collectivités, ONG, entreprises, instituts de recherche et de formation ainsi que des experts qualifiés) des messages collectifs pour l'eau dans des enceintes internationales telles que les Forums Mondiaux de l'Eau, les COP Climat et Biodiversité et les Forums Politiques de Haut-Niveau sur les Objectifs de Développement Durable.

LES PUBLICATIONS DU PFE

Retrouvez l'ensemble des publications du PFE sur notre site web : www.partenariat-francais-eau.fr/nos-productions



- Réduire les émissions de GES des services d'eau et d'assainissement
- Bioénergie, stockage géologique du carbone et ressources en eau : Enjeux, impacts et bonnes pratiques
- Résumé des impacts sur l'eau des 3 parties du 6ème Rapport du GIEC
- Eau et climat, place à l'action : les réalisations des acteurs français
- Eau et sécurité alimentaire : messages du PFE
- Eau et Solutions fondées sur la Nature : la boîte à outils des élus et collectivités
- La politique française de gestion des ressources en eau et de la biodiversité aquatique :
- Mieux connaître pour mieux gérer : complémentarité entre données de terrain et données satellitaires

CONTACTS :

Jean-Luc REDAUD, président du groupe de travail Eau & Climat

Joffrey LAPILUS, chargé de mission Eau & Climat
joffrey.lapilus@partenariat-francais-eau.fr

Les actions du Partenariat Français pour l'Eau sont possibles grâce au soutien de ses bailleurs

Graphisme : Anne-Charlotte de Lavergne -www.ancharlotte.fr